

Dernière modification le 16/08/2016 par DOE/MED¹

Les « Profils Genre Pays » ont pour objectif d'appuyer les équipes (siège et agences) à développer un dialogue et faciliter la mise en réseau avec nos partenaires dans les pays sur la question de l'intégration du genre dans les opérations de développement. Ces fiches ne sont pas exhaustives, mais se concentrent en priorité sur les secteurs d'intervention de la coopération française dans chaque pays, à savoir pour les Territoires Autonomes Palestiniens : l'eau, le développement urbain, l'énergie, l'éducation et la santé. Elles sont pensées comme un outil dynamique amené à évoluer avec la participation de l'agence, à même de combler des lacunes (surlignées en jaune dans le document) ou apporter des informations supplémentaires.

CONTEXTE

Enjeux de genre et indicateurs clés en lien avec les secteurs d'intervention de l'AFD

Les restrictions dues à l'occupation israélienne entravent le développement économique palestinien. Une croissance stagnante, des taux de chômage et de pauvreté élevés et une situation de dépendance alimentaire touchent l'ensemble des Territoires palestiniens (IDH : 0,677 en 2014 PNUD); et atteignent des niveaux particulièrement alarmants à Gaza (BIT, 2014). A cela s'ajoutent l'insécurité et les restrictions de circulation. Autant de facteurs qui impactent particulièrement les femmes. Par exemple, le nombre de foyers dirigés par des femmes a augmenté au cours des dernières années : ceux-ci sont plus affectés par la pauvreté que les foyers dirigés par des hommes (en 2005, 56% des familles dirigées par des femmes sont pauvres, par rapport à 51% des foyers dirigés par des hommes – JICA, 2007 - Si les femmes ont accès à l'éducation au même titre que les hommes, elles continuent de faire face à des inégalités criantes sur le marché du travail, un taux de fertilité élevé et des violences basées sur le genre (violences domestiques et violences sexuelles, crimes d'honneur dont le nombre – ou la visibilité – semble augmenter, voir article [ici](#)) dues à des normes sociales discriminatoires à leur égard.

Santé

Les Territoires palestiniens, et la bande de Gaza en particulier, sont parmi les zones à plus forte densité de population au monde (la densité de population dans les TP est de 797 per km² en 2016²). Le taux de croissance démographique des Territoires palestiniens est également parmi les plus élevés au monde (2.76% en 2016). La société palestinienne est jeune avec 45,6% de la population ont moins de 15 ans³. Le taux de fertilité des femmes y est donc élevé (4,6 enfants par femme⁴, 2011), notamment comparé à la moyenne régionale. Lié à la pratique des mariages précoces, le taux de fertilité des adolescentes est de 60 naissances pour 1000 adolescentes (âgées de 15 à 19 ans).

Des données datant de 2006, présentées par UNICEF, témoignent d'un accès aux services de santé maternelle important : le taux de couvertures des soins prénatals atteint 99% et le taux d'accouchements assistés par du personnel qualifié atteint également 99%. Le taux de mortalité maternelle est bien moins élevé que la moyenne des pays MENA (64 contre 176/100000) (IIG, 2010). Néanmoins, les femmes dans l'âge de reproduction souffrent, souvent, de l'anémie à cause de la sous-nutrition et des multiples grossesses à un très jeune âge. L'avortement en Palestine est interdit et est considérée comme un crime sauf au cas que la santé physique de la mère est menacée.

Les femmes palestiniennes souffrent d'une violence physique et structurelle politique direct imposée par l'occupation. Bien que les statistiques concrètes de harcèlement sexuel par des soldats israéliens aux points de contrôle ou dans les raids des maisons sont difficiles à obtenir, les impacts sexospécifiques de la violence sur les restrictions à la mobilité, les arrestations, les démolitions de maisons et les étranglements économiques ont été documentés (EurParl). Les violences basées sur le genre, notamment les violences domestiques, les violences sexuelles et les crimes d'honneur, sont encore très répandues quoique peu documentées, notamment dû au fait que les femmes ont peu de recours à disposition pour les dénoncer (voir article [ici](#)). « Selon le ministère de la Condition Féminine de l'Autorité palestinienne, le nombre de cas d'attaques sexuelles rapportées de 2006 à 2009 a été multiplié par plus de sept, et celui des tentatives de meurtre (de femmes) par cinq. Ces chiffres n'incluent pas les nombreux cas de noyades et de chutes provoquées par un membre de la famille. »

Education

Le taux d'alphabétisation est de 99% pour les jeunes femmes et les jeunes hommes (âgés de 15 à 24 ans). Au niveau primaire la parité a été atteinte: le taux de scolarisation des filles et des garçons est de 75% (des progrès sont encore nécessaires pour que cette parité concerne l'ensemble de la population palestinienne). Au niveau secondaire, le taux de scolarisation des filles est supérieur à celui des garçons : 87% pour les filles par rapport à 82% pour les garçons (UNICEF, 2011). De façon plus générale, d'après le PCBS (Palestinian Central Bureau of Statistics), en 2011, 90% des filles âgées entre 15 et 17 ans étaient scolarisées par rapport à 81.5% des garçons.

Concernant la capacité d'accueil du système scolaire palestinien, l'un des défis restant est l'amélioration de la quantité et la qualité des infrastructures scolaires.

¹ Merci de mettre ces données à jour à la suite de chaque modification

² Worldmeters, State of Palestine, 2016 : <http://www.worldometers.info/world-population/state-of-palestine-population/>

³ European Parliament, 2011 : <http://www.europarl.europa.eu/document/activities/cont/201110/20111027ATT30536/20111027ATT30536EN.pdf>

⁴ A titre de comparaison, le taux de fertilité du Niger, qui est parmi les plus élevés du monde, est de 7,6 enfants par femme (2012, Banque Mondiale)

Emploi et marché du travail

Si le taux de participation au marché du travail de la population palestinienne a légèrement augmenté entre 2011 et 2012, il reste particulièrement faible (43,6%) ; une situation dont la principale raison est la très faible présence des femmes. Malgré un niveau d'études en moyenne plus élevé que celui des hommes, **le taux de participation des femmes au marché du travail est de 17,4%** (un des taux les plus bas du monde) **par rapport à 69,1% pour les hommes** (OIT, 2014) ! D'après un rapport de la Banque Mondiale (2010), ce chiffre a légèrement augmenté durant les années 2000, du fait que les femmes acceptent de prendre des emplois précaires et peu rémunérés que les hommes refusent, tels que : aides agricoles ou employées domestiques (UNICEF, 2011). Si le taux de chômage croissant touche l'ensemble de la population palestinienne, le taux de chômage des femmes (32,9%, 2012, OIT) est plus élevé que celui des hommes (20,6%, 2012, OIT). Les jeunes sont d'autant plus concernés, en particulier les jeunes femmes : en 2012, 62,2% des jeunes femmes sont au chômage par rapport à 34,5% des jeunes hommes. A Gaza ces taux sont encore plus alarmants : 88.1% des jeunes femmes et 48.8% des jeunes hommes sont actuellement au chômage (OIT, 2014). Par ailleurs, des faibles taux de participation des jeunes au marché du travail témoignent d'une insertion économique difficile, notamment pour les jeunes femmes : 9,5% des jeunes femmes (15-24 ans) participent au marché du travail (formel) par rapport à 49 % des jeunes hommes du même âge.

Selon le rapport d'EurParl, le salaire moyen/jour dans l'emploi formel est NIS 60,7 pour les femmes tandis que pour les hommes est NIS 81,3. Cette inégalité salariale homme-femme dans la société palestinienne est plus visible dans le secteur informel, où la majorité des femmes sont présentes. Seulement 9% sont des propriétaires d'entreprise mais elles représentent 82,7% de la main-d'œuvre familiale non-rémunérée (dans des magasins de la famille, de l'agriculture...etc.), qui ne bénéficie d'aucune protection par la loi de travail (contre 17,3% des hommes) (ESCWA, 2009).

Accès au crédit : les femmes palestiniennes ont, au même titre que les hommes, le **droit** de contracter des prêts ou autres formes de crédits financiers. Plusieurs systèmes de microcrédit dédiés spécifiquement aux femmes ont été mis en place dans l'optique d'encourager leur activité économique et *in fine* d'atténuer la pauvreté. Un rapport de la Banque Mondiale (2010) estime que les impacts de ces systèmes sont limités dans la mesure où certaines femmes empruntent à la demander de leurs époux qui ne peuvent pas bénéficier de certains programmes.

Processus de négociation de la paix et la participation politique : les femmes palestiniennes jouent un rôle actif dans le processus de négociation de la paix. Les revendications de nombreuses organisations et groupements féminins sont ancrés dans des revendications nationalistes contre l'occupation israélienne. Depuis les années 1980, des dialogues ont été engagés entre des groupes de femmes palestiniennes et israéliennes. Malgré leur rôle central et leur activisme, les femmes sont encore peu présentes et peu représentées dans le processus de négociation de paix. Voir l'article de Wikigender [ici](#). Après les accords d'Oslo, les femmes palestiniennes avaient l'espoir d'avoir une représentation politique égale aux hommes néanmoins, elles étaient systématiquement marginalisées et écartées des processus de prise des décisions. En 2009, par exemple, aucune femme n'a été élue dans le Conseil Central de Fatah et seulement 11 femmes ont été élues parmi les 120 membres du Conseil Révolutionnaire. Le quota des femmes, établi en 2005, a permis une présentation des femmes de 17% dans les élections du Conseil local et de 13,6% dans le Conseil Législative Palestinien en 2006.

Législation

• **Ratification « unilatérale »⁵ de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF)** le 8 mars 2009. Etant donné que la Palestine n'est pas reconnue comme un Etat, elle ne peut pas participer au processus de révision périodique de la CEDEF, notamment en ce qui concerne la soumission de rapports qui devraient être révisés par le Comité CEDEF et le mécanisme de plaintes (qui peut être mis en place en ratifiant le Protocole CEDAW) qui ne peut pas être utilisé. De même, il est difficile de mettre en place des mécanismes de suivi de la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies : les femmes, actrices de la paix et de la sécurité⁶.

• Le droit palestinien a plusieurs sources, notamment le droit égyptien et jordanien, le droit britannique (« British Mandate Law »), le droit Israélien et le droit Islamique (Sharia). En 2002, la « loi fondamentale palestinienne » a été ratifiée.

• **La loi fondamentale palestinienne**, servant de Constitution provisoire pour l'Autorité Palestinienne, établit l'égalité entre tous les palestiniens, sans discriminatoire de « race, sexe, couleur, religion, orientation politique ou handicap » (article 9). Néanmoins, les sources de droits reconnues par la loi fondamentale contiennent des provisions discriminatoires à l'égard des femmes, à savoir :
- les « principes islamiques de la Sharia », qui sont définis comme principale source de droit (article 4, Loi fondamentale). D'après l'article 101 de la Loi fondamentale, « le statut de la personne relève de la Charia et des tribunaux religieux, en accord avec la loi », ce qui inclut notamment le mariage, le divorce, la garde des enfants, la pension alimentaire, et l'héritage.
- les lois **égyptienne** (loi de 1954 sur le statut personnel, appliquée à Gaza) et **jordanienne** (loi de 1976 sur le statut personnel, appliqué en Cisjordanie) sur le statut personnel. Les communautés chrétiennes (minoritaires) appliquent leurs propres règles de statut personnel.

• Ces lois égyptienne (Gaza) et jordanienne (Cisjordanie) du statut personnel appliquées dans les territoires Palestiniens,

⁵ Et donc symbolique.

⁶ Adoptée en 2000 par le Conseil de Sécurité, cette résolution reconnaît l'impact particulier des conflits sur les femmes et souligne la nécessité d'assurer la participation des femmes comme parties prenantes à la prévention et à la résolution des conflits. Plus d'informations [ici](#).

perpétuent des inégalités au détriment des femmes, par exemple :

- L'âge légal de mariage est 16 ans pour les garçons et 15 ans pour les filles en Cisjordanie tandis qu'en Gaza, l'âge de mariage est 18 ans pour les garçons et 17 ans pour les filles.
- le témoignage d'une femme n'a que la moitié de la valeur de celui d'un homme dans les cas liés au mariage, divorce et garde des enfants
- selon le droit personnel jordanien, l'épouse perd le droit à son « entretien » (maintenance) si elle quitte le domicile conjugal sans raison légitime ou si elle travaille en dehors du domicile conjugal sans l'autorisation de son mari.
- Au cas de divorce, les femmes sont interdites d'avoir la garde des enfants après qu'ils atteignent l'âge de 10 ans pour les garçons et 12 ans pour les filles.
- les hommes choisissent le lieu de résidence de la famille et sont autorisés à épouser jusqu'à quatre femmes.
- Les codes jordanien et égyptien de la nationalité ne donnent pas le droit aux femmes palestiniennes de transmettre la nationalité à leurs enfants ou époux.

- Les femmes palestiniennes ont, au même titre que les hommes, le droit de posséder des terres et des propriétés. Néanmoins, dans la pratique, très peu de femmes sont propriétaires – une réalité perpétuée notamment par des inégalités en termes d'héritage (la Sharia établit que les femmes n'ont le droit qu'à la moitié de la part des hommes ; par ailleurs il est « socialement » attendu des femmes qu'elles donnent leur part d'héritage à leurs frères).

- Puisque l'autorité palestinienne a une souveraineté limitée, le gouvernement israélien a, donc, le contrôle sur beaucoup des aspects de la vie palestinienne et applique aussi la loi militaire israélienne. La loi sur la citoyenneté israélienne et l'entrée en Israël de 2003 empêche les palestiniens mariés aux israéliens d'obtenir la citoyenneté israélienne et les citoyens palestiniens d'Israël n'ont pas le droit de se réunir avec leurs familles (conjointes ou enfants étrangers, même palestiniens). Le même problème se pose pour les femmes jérusalémites (de Jérusalem Est) mariées aux palestiniens de Cisjordanie ou Gaza. Des milliers des familles sont concernées par cette situation de droits inégaux aux statuts civiles et politiques, au réunion familiale et à la transmission de la citoyenneté aux conjoints ou aux enfants (EurParl)

La résolution UNSCR 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies, sur les femmes, la paix et la sécurité, qui fait appel à la participation accrue des femmes dans les préventions des conflits, leur protection et leur empowerment pendant les conflits, a été adopté et suivi par la Commission Internationale des Femmes⁷ en 2005. Néanmoins, les droits des femmes palestiniennes sont souvent violés sous l'occupation israélienne et puisque, l'UNSCR 1325 ne mentionne pas les droits sociaux ou économiques des palestiniennes, tels que le droit à des conditions de vie de base ou le droit au logement, les besoins et les priorités des femmes palestiniennes sur le terrain ne sont pas entièrement couverts par cette résolution.

- La loi établissant un quota pour la participation politique des femmes palestiniennes, adoptée en 2005, cite que pour les élections au Conseil Législatif Palestinien, chaque liste doit présenter au moins 1 femme parmi les 3 premiers/premières candidat.es, au moins 1 femme parmi les quatre suivant.es et au moins 1 femme toutes les 5 personnes pour le reste de la liste ; ce qui devrait garantir qu'il y ait au moins 20% de femmes parmi les candidat.es.

Stratégies nationales (globales, sectorielles, spécifiques sur le genre)

Cross-Sectoral National Gender Strategy for the occupied Palestinian territory, 2011-2013: réalisé en partenariat avec ONU Femmes, cette stratégie est portée par le "Ministry of Women's Affairs". Elle contient 9 objectifs stratégiques, à savoir :

1. To enable women to enjoy family law and civil rights that ensure equality and equity
2. To ensure that Palestinian women of Jerusalem preserve their rights to residency, movement and nationality
3. To reduce all forms of violence against women in the occupied Palestinian territory
4. To improve the status of Palestinian women prisoners
5. To facilitate women's active political involvement and to activate their role in decision-making
6. To improve the quantity and quality of educational services in the oPt from a gender perspective
7. To increase protection of women's health
8. To improve women's participation in the labor market and increase their participation in economic decision-making
9. To mainstream gender concerns and issues in the work of Palestinian governmental ministries"

Ce document est disponible [ici](#).

Documents stratégiques sectoriels incluant la promotion de l'égalité de genre dans leurs actions et objectifs:

- **National Strategic Plan to Combat Violence against Women 2011-2019:** le "National Committee on Combating Violence against Women", dont le « Ministry of Women's Affairs » est à la tête, est responsable du suivi de la mise en œuvre de ce plan stratégique.

- **Medium Term Development Plan (MTDP), 2005:** élaboré par le "Palestinian Ministry of Planning", ce plan stratégique reconnaît le rôle des femmes dans le développement palestinien, notamment en tant que force de travail et actrices politique du processus démocratique.

⁷Une organisme tripartite comprenant des déléguées palestiniennes, israéliennes et d'autres déléguées femmes de haut niveau international.

ACTEURS NATIONAUX

Responsabilités institutionnelles sur le genre

• **Ministry of Women's Affairs**: établi en novembre 2003 par l'Autorité Palestinienne. Avec le soutien d'ONU Femmes, ce Ministère a mis en place un plan stratégique transversal pour la promotion de l'égalité de genre (voir ci-dessus).

Contact :

Adresse : **Makka building, f.4,5,6, Elbirah, Palestine**

Tél : **00972-242-3315/242-3315/242-9461/242-9462**

Fax : **00972-242-2175**

Courier : info@mowa.pna.ps

Site web : <http://www.mowa.pna.ps/en/>

Ministères sectoriels : il semblerait que des cellules genre aient été créées dans 24 ministères et institutions gouvernementales,

Autres acteurs nationaux (recherche, ONG...)

La société civile féminine palestinienne est très active depuis plusieurs décennies (par exemple, en 1994, des organisations de femmes proposent la chartre « Palestinian Women's Rights » revendiquant un certain nombre de droits et en 2008 la « Palestinian Women's Bill of Rights », document relayé par le Ministry of Women's Affairs). A noter que la société civile féminine palestinienne est traversée par plusieurs clivages, notamment sur des bases religieuses (religieux vs. séculaire), de classe sociale, de résidence (urbain/rural), de statut légal (réfugiées vs. citoyennes) etc... Par exemple, de nombreuses ONG reçoivent des financements étrangers, notamment occidentaux : il semblerait que des clivages existent entre ces dernières, accusées d'être « occidentalisées » et des organisations plus fortement nationalistes.

• **Women's Affairs Technical Committee (WATC)**: fondé en 1991, ce comité chapeaute plusieurs groupes de femmes et groupes féministes, et coordonne leur activisme social et politique.

Ms. Faten Al Bayoumi

Contact 1 (Main branch/ General administration) :

Adresse : **Radio street, Awad Center 2 floor, p.o Box 2197, Ramallah, Palestine.**

Tél : **97222987783/4**

Fax : **29647469722**

Contact 2 (Gaza branch) :

Adresse : **Amman Street, near the roundabout Abu Mazen, Beirut next to the building on the first floor.**

Tél : **082644322**

Fax : **082636088**

Portable : **059-5645842**

Courier : watcorg@palnet.com

Site web : <http://www.watcpal.org/watcpal/en/>

• **General Union of Palestinian Women GUPW (Gaza)**: lors de sa création en 1964, cette organisation nationaliste a cherché à organiser la participation des femmes palestiniennes aux processus sociaux et politiques en cours.

P.O. Box 4110, 27 Satih Marhaba, Al Bireh

Téléphone : +972 2 2401093

Email du siège : gupw@palnet.com

Site internet : www.gupw.net

Ms. Ahlam Samhan –

Ms. Enaya Kaed –

Ms. Mona Al Nammoura –

• **Women's Center for Legal Aid and Counselling (WCLAC)**: « Ce centre s'attaque aux causes et conséquences de la violence dirigée envers les femmes au sein de la société palestinienne et aux effets de l'occupation israélienne sur les femmes palestiniennes. Dans cette optique, WCLAC dispense des formations et conseils juridiques et sociaux, organise des campagnes de sensibilisation nationales et internationales, et travaille sur des propositions de lois pour combattre les violences faites aux femmes. »

P.O. Box 54262, Near The Post Office Jerusalem, Jerusalem

Téléphone : +972 2 6286147

Email du siège : wclac@palnet.com

Site internet : www.wclac.org

Ms. Rania Sinjelawi

Ms. Suraida Abed Hussain

• **Palestinian Working Woman Society for Development (PWWSD):** « PWWSD contribue à l'amélioration des conditions de travail des femmes et encourager leur insertion dans la société en favorisant leur indépendance et en militant pour la parité. A cet effet, l'association donne des formations sur les droits de l'Homme, la démocratie et la citoyenneté ».

P.O. Box 736, Rafidia, Nablus

Téléphone : +972 9 23 47 3834

Email du siège : nablus@pwwsd.org - pwwsd@palnet.com

Site internet : www.pwwsd.org

Directrice: Amal KHREISHEH

• **Gaza Community Mental Health Programme (Women's Empowerment Project, Gaza):** créée en 1995, cette ONG basée dans la bande de Gaza fournit un service global en matière de santé mentale. Elle est une des ONG palestiniennes de référence dans ce domaine. Elle prodigue des soins psychologiques à la population, assure une sensibilisation aux maladies mentales et fonctionne également comme un centre de recherches. GCMHP concentre son activité sur les populations en situation de vulnérabilité [enfants, femmes et victimes de torture].

.O. Box 1049, Al Bahar Street, Sheikh Ejlin, Gaza City

Téléphone : +972 8 2825710

Email du siège : pr1@gcmhp.net

Site internet : www.gcmhp.org

Directrice : Eyad AS-SARRAJ -

Plateforme des ONG Françaises pour la Palestine : Fin 1993, dix associations françaises de solidarité internationale (AITEC, Association France Palestine, Association Médicale franco-palestinienne, Amnesty International, CCFD, Cedetim, Cimade, Enfants Réfugiés du Monde, Terre des Hommes, Vétérinaires sans Frontières) ont décidé de créer la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine afin d'accompagner la création d'un Etat palestinien. Les droits des femmes palestiniennes est parmi les causes traitées par ces ONG.

Site web : <http://www.plateforme-palestine.org/index.php>

14, passage Dubail

(Mo Gare de l'Est ou Bonsergent)

75010 Paris

T. + 33 (0) 1 40 36 41 46

contact@plateforme-palestine.org

• **ASALA:** « L'association des femmes d'affaires palestiniennes fait des prêts aux femmes depuis 1997. Asala cible les Palestiniennes pauvres et isolées afin de leur apporter les capacités qui leur permettent d'arriver à une indépendance et une stabilité financière. ASALA apporte aux femmes palestiniennes entrepreneurs un soutien le plus complet possible : conseil, orientation, ateliers, micro et petite finance, finance islamique, suivi. »

Ramallah- Al Bireh / Al Mubadeen Street, Alwa'ad Bld. / deuxième étage

Ramallah, PO BOX 2316

Téléphone : 00972 2-2400532

Email du siège : asala@palnet.com

Site internet : <http://www.asala-pal.com/>

• **Palestinian Women's Research and Documentation Center:**

Site web : <http://pwrdc.ps/en>

Ms. Zahira Kamal

• **Centre d'aide et de conseils juridiques pour les femmes de Ramallah**

23 Wadi'a Shatarah Street,

Batn Al-Hawa, Ramallah

P.O. Box 54262 Jerusalem 91516

PALESTINE

Tel : 00970 - 2 - 296 7914/5/6

Fax : 00972 - 2 - 2956146/8

Email : wclac@palnet.com (Hebron office); voices@wclac.org (for international advocacy); info@wclac.org

Site web : <http://wclac.org/english/index.php>

Personne de contact : Maha Aby Dayyeh, Director

Hanan Abu Goush

• **Women's Studies Center, Jerusalem :** Etabli en 1989, le centre travaillent sur la mise en œuvre des programmes d'empowerment et de renforcement de capacité des femmes afin de promouvoir les droits des femmes.

Siteweb : <http://wsc-pal.org/>

Main office

Jerusalem, Dahiyat Al-Bareed, "Al-Hirbawi" building, 1st floor

admin@wsc-pal.org

+97222348848

Hebron Office
Hebron, " Al- Rashad" trade centre
south@wsc-pal.org
+97222294007

Nablus Office
Nablus, "Omar Bin Al-khattab" street, "Al-Aloul" building, near "Adel Ze'iter" school
north@wsc-pal.org
+97237554509

• **Jerusalem Center for Women**

Site web : <http://www.j-c-w.org/>
Sbeih Building, 2nd floor, P.o.Box 21929
Beit Hanina; Main Street
East Jerusalem
Palestine
51630

E-mail: info@j-c-w.org
Telephone: +972-2-6568532/4
Fax: +972-2-656-82-91

• **Bethlehem Arab Women's Union**
Site web : <http://www.bethawu.org/>

Embroidery Center & Exhibition and Ethnographic Museum
Star Street, next to the Nativity Church
Bethlehem – PNA via Israel
Telefax: +970-2-274 2589
Email: bawu8@hotmail.com

For Charitable, Fund-raising, Traditional Cooking, and Social Activities
Paul VI Street, next to Bethlehem University
Phone: +970-2-274 2453
Fax: +972-2-276 6035
Email: bawu9@yahoo.com
Email: info@bethawu.org
• **In'ash al-Usha**

• **The Palestinian Developmental Women Studies Association :** est une association de développement féminine qui a pour objective de renforcer la participation des femmes dans la vie public et à Gaza
Site web (disponible en arabe seulement) : <http://pdwsa.ps/>
Adresse : Palestine -Gaza strip – Gaza city – Aidya St. – Near PNGO Network.
Telefax : 0097082886334
Email : pdwsa1@hotmail.com
Mob : 00970597815777 & 00970599707431

• **Al Majd Women's society** (Nusseirate camp): créée en 1995, cette association (public/privé à but non lucrative) propose notamment des formations aux femmes palestiniennes, notamment aux femmes handicapées, afin de faciliter la recherche d'emploi. L'association est principalement financée par l'aide norvégien (NPA)⁸.

Address: Palestine - Gaza strip - Middle are Al Nusirat - Nusirat
Telephone: + 972 8 2552569
: + 972 8 2554383

Fax: + 972 8 2554383
E-Mail: almjd2006@hotmail.com
Mobile Phone: 0599527791
Website: <http://www.almajdps.org>

• **Al Atta Benevolent society for women and children (Notheren Governorate):** créée en 2000.
Address: El Zyton st- Beit Hanoun, Northern Gaza governorate - Palestine - Beit Hanoun
Telephone: +972 8 2482130
Fax: +972 8 2482130
E-Mail: alataa_100@yahoo.com
Mobile Phone: +972 599 606742

⁸ <http://www.annalindhfoundation.org/members/al-majed-womens-association>

: +972 599 175900

Website: <http://www.elataa.com>

- **Women's Sanabel Society for Women's Work (Deir Al Balah, Middle Area)**: créée en 2000.
- **The society for women's work for women and children's rehabilitation (Gaza)**: créée en 2000.

ACTEURS INTERNATIONAUX (Contacts, projets, littérature)

ONG internationales intervenant sur le genre

• **International Women's Commission (for a Just and Sustainable Peace between Israel and Palestine)**: organisation tripartite réunissant des délégués représentant la Palestine, Israël et la communauté internationale, créée pour suivre la mise en œuvre de la Convention 1325 (UNSCR 1325) en Israël et Palestine. Plus d'informations [ici](#).

• **Coalition of Women for Peace**: « la Coalition des Femmes pour la Paix regroupe 10 associations de militantes israéliennes, juives et palestiniennes, œuvrant pour une paix juste entre Palestiniens et Israéliens. Elle insiste sur le rôle central des femmes pour la paix et sur la nécessité de mettre un terme à l'occupation israélienne. Depuis sa création, la coalition est devenue une des principales structures dans la mobilisation de la société civile israélienne, comme ce fut le cas pendant l'attaque israélienne contre la bande de Gaza en décembre 2008 ».

MEMBRES : Bat Shalom, Bat Tzafon for Peace and Equality, Machsom Watch, NELED, New Profile, Noga - Feminist Journal, TANDI – Movement of Democratic Women, The Fifth Mother, Women In Black, Women's International League for Peace and Freedom [WILPF]

P.O. Box 29214, Tel Aviv- Jaffa 61292

Téléphone : +972 50 8575728

Email du siège : cwp@coalitionofwomen.org

Directrice : Lana KHASKIA - Eilat MAOZ

• **Najdeh (Liban)**: « Najdeh opère sur 26 centres dans et autour des camps de réfugiés. Ses programmes se focalisent directement sur les femmes (formation professionnelle, éducation populaire etc...). Najdeh défend aussi les droits des palestiniens par des activités de sensibilisation sur des sujets tels que la santé de la reproduction, les droits de la femme et les droits de l'enfant ».

Acc. No. 36395 Bank Beirut, Mar Elias

P.O. Box 113-6099

Beirut-Lebanon

Téléphone : (+961) 1 302079 - (+961) 1 703357

Email du siège : association@najdeh.org.lb

Site internet : <http://www.association-najdeh.org/french>

• **Plateforme des ONG françaises pour la Palestine**: « créée en 1993 dans le contexte des accords d'Oslo, la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine a pour objectif de se mobiliser pour la reconnaissance des droits des Palestiniens, notamment celle d'un Etat palestinien souverain, sur les lignes de 1967 »

Site web : <http://www.plateforme-palestine.org/index.php>

14, passage Dubail

(Mo Gare de l'Est ou Bonsergent)

75010 Paris

T. + 33 (0) 1 40 36 41 46

contact@plateforme-palestine.org

Organisations internationales et bailleurs intervenant sur le genre

• **United Nations Relief and Work Agency for Palestine refugees in the Near East (UNRWA)**: en 2007, l'UNRWA s'est dotée d'une stratégie sur l'égalité de genre, dont les priorités sont :

- « -Put into practice the Economic and Social Council (ECOSOC) agreed conclusions on gender mainstreaming.
- Use targeted interventions where gender gaps are identified to achieve empowerment, access and participation.
- Achieve gender balance in terms of employment and
- Give a strong leadership to ensure a gender perspective »

• **Union européenne** : mène des actions en faveur des femmes réfugiées palestiniennes (voir document [ici](#)). A réalisé un Profil Genre OPT en 2011 (voir ci-après).

Projets sur le genre des ONG, organisations internationales et bailleurs

- *Santé*

PNUD Programme d'amélioration de l'offre de soins en santé mentale communautaire.

AECID, projet pour combattre les violences faites aux femmes : plan national pour combattre [les violences contre les femmes](#), en partenariat avec six agences de l'ONU et grâce à un financement de 9 millions de dollars, alloué par le gouvernement espagnol.

- *Education*

AFD, Rénovation d'écoles: Plus d'informations [ici](#).

- *Autres*

ILO, UNDP, UNESCO, UNFPA, UN Women, UNRWA: Joint programme on Gender equality and women's empowerment in the OPT. Plus d'informations disponibles [ici](#).

Norvège (NORAD)/ Palestinian initiative for the Promotion of Global Dialogue and Democracy (MIFTAH): Young Women Leadership Project: projet cherchant à améliorer la participation des femmes dans les processus de décision, dans la vie politique (gouvernement et corps législatifs).

- *Travaux de production de connaissance des ONG et bailleurs*

UNICEF, 2011, OpT Gender Equality Profile, disponible [ici](#).

Union Européenne, 2011, Gender Equality and Women's Rights in Palestinian Territories. Disponible [ici](#).

PNUD, 2011, A Review of Palestinian Legislation from a Women's Rights Perspective. Disponible [ici](#).